

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 09 au 13 mars 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la Banque africaine de développement approuve un prêt de 203,3 Mds FCFA pour le bitumage de la route Ngoura II-Yokadouma.
- **Cameroun** : Export-Import Bank of China finance la quatrième phase du projet d'extension du réseau de fibre optique.
- **Congo** : les arriérés de la dette publique atteignent 1 290 Mds FCFA à fin 2025.
- **Gabon** : le FMI achève sa mission à Libreville.
- **Tchad** : le Comité national économique et financier prévoit une croissance de 6,2 % pour le Tchad en 2026.
- **RDC** : lancement officiel de la chambre de commerce bilatérale de la RDC et du Royaume-Uni.
- **São Tomé-et-Principe** : le pays affiche le meilleur taux de décaissement des projets Banque mondiale du continent africain.

Régional

Nouveau prêt de la BAD pour le bitumage de la route Ngoura II-Yokadouma

La Banque africaine de développement (BAfD) vient [d'approuver](#) un prêt de 203,3 Mds FCFA (309,9 M EUR) au Cameroun pour financer la 1ère phase du Programme de désenclavement et de connectivité des bassins économiques transfrontaliers dans la région de l'Est (PDCBET). Ce financement doit permettre l'aménagement et le bitumage de la section de la route Ngoura II - Yokadouma, longue de 156 km, sur l'axe stratégique Bertoua-Batouri-Ngoura II – Yokadouma – Moloundou – frontière du Congo. D'après la BAfD, le projet vise à réduire les coûts de transports, à améliorer les conditions de vie des populations et à renforcer la compétitivité de cette région économique fortement enclavée. Représentant près de 23 % du territoire camerounais, l'Est reste l'une des zones les moins bien desservies du pays. Le taux de bitumage s'y élève aujourd'hui à environ 6,25 % et la densité routière à 0,7 km pour 1 000 habitants, ce qui nuit à l'exploitation de son fort potentiel agricole, forestier et minier.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

6,2 %

Prévision de croissance pour le Tchad en
2026 selon le Comité national
économique et financier (CNEF)

CEMAC : Signature des conventions de subventions du FODEC pour l'exercice 2026

Le 6 mars 2026, s'est tenue la cérémonie de [signature](#) des conventions de subventions du Fonds de Développement de la Communauté de la CEMAC (FODEC) destinées aux institutions communautaires. L'événement, co-présidé par le Président de la Commission de la CEMAC et le Président de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC), s'inscrit dans le prolongement de l'adoption par le Conseil des Ministres de l'UEAC du Règlement n°0768/25/UEAC/FODEC/CM/44 du 24 décembre 2025 fixant les allocations du Fonds pour l'exercice 2026 et marque le lancement annuel de sa mise en œuvre budgétaire. Les ressources mobilisées ont pour objectif de renforcer les capacités institutionnelles des organes

communautaires, d'améliorer l'efficacité des politiques régionales, de soutenir les réformes prioritaires et d'accompagner la réalisation de projets communautaires à fort impact.

Publication d'un rapport sur le commerce transfrontalier informel dans la zone des trois frontières

La Commission économique pour l'Afrique (UNECA) a [publié](#) une étude sur le commerce transfrontalier informel dans la zone des trois frontières entre le Cameroun, le Gabon et la Guinée équatoriale, avec un focus sur la ville de Kye-Ossi. Le rapport révèle que ce secteur, majoritairement exercé par de jeunes femmes peu instruites (67 % des opérateurs), est organisé autour de divers acteurs — producteurs, transporteurs, exportateurs, etc. — et constitue une source importante d'auto-emploi et de revenus stables, 74 % des participants travaillant à leur compte. Les opérateurs font toutefois face à des obstacles : la méconnaissance des réglementations, l'accès limité au financement formel, les coûts élevés de dédouanement, la corruption et les tracasseries administratives. Bien que les associations soient courantes et favorisent la solidarité, aucune ne défend officiellement leurs droits. Le rapport recommande de formaliser ce commerce par la simplification des procédures, la création d'un guichet unique, le renforcement des capacités des acteurs et l'usage des technologies pour améliorer transparence et traçabilité des transactions.

Cameroun

Export-Import Bank of China finance la quatrième phase du projet d'extension du réseau de fibre optique

Un décret présidentiel, [signé](#) le 6 mars 2026, autorise un prêt de 108,3 Mds FCFA (165,1 M EUR) auprès de la banque chinoise Export-Import Bank of China pour financer la 4ème phase du projet d'extension du réseau de fibre optique au Cameroun. Piloté depuis 10 ans par l'opérateur public *Camtel*, le projet entre désormais dans une phase de densification du réseau vers les zones rurales et de renforcement de la résilience des infrastructures télécoms. Les travaux seront réalisés par le groupe technologique *Huawei*, avec l'appui de la *China Communications Construction Company* pour les infrastructures de génie civil. Ce projet intervient dans un contexte de développement de l'économie numérique au Cameroun, porté notamment par la loi

finances de 2026 et le [plan](#) stratégique national de santé numérique 2026-2030, publié récemment.

Cameroun-BAD : adoption d'un plan pour accélérer et redresser la performance du portefeuille du pays

À l'issue de la 55e revue du portefeuille, organisée du 23 au 26 février 2026 à Kribi, le Cameroun et la Banque africaine de développement (BAfD) ont [validé](#) un plan d'action conjoint visant à améliorer la performance des projets financés par l'institution. Celui-ci prévoit notamment le renforcement de la redevabilité via des contrats de performance entre les coordonnateurs des projets, les ministères sectoriels et le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT). Le plan prévoit également la tenue de revues sectorielles mensuelles, l'anticipation des blocages dans les acquisitions et les décaissements, ainsi qu'un suivi rigoureux des projets afin d'accélérer leur mise en œuvre. Les priorités incluent le traitement des projets sans décaissement depuis plus de 15 mois, le suivi des opérations en alerte de clôture, des décisions rapides sur les extensions ou annulations partielles de financements, ainsi que le respect de la production des rapports d'achèvement.

Le Cameroun mobilise 98 Mds FCFA pour la production de riz au Nord

Le gouvernement a [signé](#) avec la société israélienne Ekobell un accord pour développer 10 000 hectares de riziculture pluviale dans les régions septentrionales. Le projet, qui s'étend sur trois ans, est évalué à 150 M EUR, soit près de 98,4 Mds FCFA, pour une production ciblée de 46 700t de riz paddy équivalant à 31 289t de riz blanchi de qualité supérieure. À terme, ce volume représenterait près de 18 % de la production nationale actuelle de riz blanchi de qualité supérieure. Le projet sera notamment mis en œuvre dans les villes de Sirdjam et Pola (Nord) et Mbé (Adamaoua), mobilisant près de 8 000 producteurs. Au-delà de la production agricole, ce projet va permettre d'accroître la production nationale de riz, de dynamiser les corridors logistiques entre les zones de production du Septentrion et les marchés dans le sud du Cameroun, et de réduire la dépendance du pays aux importations de riz.

Congo

Les arriérés de la dette publique congolaise atteignent 1 290 Mds FCFA à fin 2025

Le stock des arriérés de la République du Congo a [atteint](#) 1 290 milliards FCFA à fin 2025, soit environ 15 % du PIB. Cette progression reflète les tensions persistantes sur la trésorerie publique malgré les efforts de restructuration de la dette. Le niveau élevé des arriérés continue de peser sur la soutenabilité budgétaire et sur la capacité de l'État à honorer ses engagements financiers.

Gabon

Le FMI achève sa mission d'évaluation à Libreville

Du 25 février au 6 mars 2026, une équipe du FMI dirigée par Mme Aliona Cebotari s'est [rendue](#) à Libreville pour mener des discussions techniques avec les autorités sur les récents développements économiques et en matière de politiques publiques. L'objectif de la visite des services du FMI, était d'évaluer la situation macroéconomique du pays et d'examiner la mise en œuvre du Plan National de Développement de la Transition (PNDT) et du Plan National de Croissance et de Développement (PNCD). Les discussions ont porté sur un point critique : la gestion de la dette publique et la nécessité de stabiliser les équilibres budgétaires. Les échanges ont mis en lumière les avantages potentiels des réformes en cours visant à améliorer la gestion des finances publiques, la gouvernance, le climat des affaires et la lutte contre la corruption, tout en soulignant l'importance de mener des politiques budgétaires prudentes pour préserver la stabilité macroéconomique au Gabon et dans la région. Le dialogue entre les deux parties se poursuivra dans les semaines à venir, notamment lors des Réunions de printemps du FMI à Washington.

Ambitions fortes de l'IFC pour le Gabon

Le 4 mars 2026, la Société financière internationale (IFC), filiale du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé dans les pays en développement, a [présenté](#) ses ambitions vis-à-vis du Gabon à l'occasion de l'inauguration de ses nouveaux locaux à Libreville, en présence du vice-président du gouvernement et de la ministre de la Planification. Avec un portefeuille actuel estimé à 117 M USD, investis dans les secteurs de l'énergie, de la logistique et du numérique, l'IFC envisage de monter à environ 400 M USD ciblant l'énergie, l'agriculture, la microfinance et les infrastructures de transport. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre du Plan

national de croissance et de développement (PNCD) 2026-2030. Pour la directrice régionale Afrique centrale et Nigéria de l'IFC, l'enjeu est clair : lever les contraintes structurelles qui freinent la croissance, en particulier la fiabilité énergétique et les défis logistiques, pour transformer le potentiel naturel et géographique du Gabon en investissements générateurs d'emplois durables.

Huit entreprises gabonaises au palmarès Jeune Afrique 500 des Champions africains

Le [classement](#) 2026 des 500 Champions africains du journal *Jeune Afrique* offre une radiographie contrastée du tissu économique gabonais. Par rapport à l'édition précédente, le Gabon y compte huit entreprises classées (contre neuf en 2025), avec des trajectoires contrastées selon les secteurs. Ce palmarès, établi principalement sur la base du chiffre d'affaires en dollars hors secteurs bancaire et assurantiel, place Comilog (Groupe Eramet), premier groupe gabonais du classement, à la 143e place avec un chiffre d'affaires d'environ 714 Mds FCFA, en recul par rapport à la 105e place du classement précédent, dans un contexte de fluctuation des cours internationaux du manganèse. La société de raffinage Sogara est quant à elle à la 144e place. La Gabon Oil Company (GOC), portée par un chiffre d'affaires de 568 Mds FCFA, constitue la principale satisfaction de cette édition en gagnant plusieurs dizaines de places (177e dans l'édition 2026 contre 353e en 2025), confirmant la montée en puissance de la compagnie nationale dans le secteur pétrolier. Tullow Gabon (454e place) accuse en revanche un recul, lié au déclin progressif de certains gisements. Enfin, l'absence d'Assala Energy (120e place en 2025), nationalisée en 2024, s'explique par l'indisponibilité de données financières consolidées, une situation appelée à évoluer à mesure que la compagnie consolide sa gouvernance. La filiale gabonaise Maurel & Prom Gabon (202e), la société de distribution d'énergie et d'eau SEEG (360e) et la société de grande distribution Ceca Gadis (437e) complètent le classement des entreprises gabonaises de cette édition 2026.

Tchad

Le Comité national économique et financier prévoit une croissance de 6,2 % pour le Tchad en 2026

Le 6 mars 2026, le Comité national économique et financier (CNEF) a [annoncé](#) une prévision de croissance de 6,2 % pour l'économie tchadienne en 2026, soit un niveau supérieur à celui retenu dans le budget (5,8 %) et

aux projections de plusieurs institutions internationales (5,1 % selon le FMI). Cette dynamique serait portée à la fois par la remontée de la production pétrolière, le redressement de la filière coton, la poursuite des investissements publics dans les infrastructures et l'agriculture, ainsi que par les effets attendus des réformes engagées dans le cadre du plan « Tchad Connexion 2030 ». Le CNEF anticipe également un ralentissement progressif de l'inflation grâce à de meilleures campagnes agricoles et à la détente des prix internationaux de l'énergie, ce qui devrait soutenir la consommation intérieure. Il insiste toutefois sur la nécessité de maintenir une discipline budgétaire, de renforcer la mobilisation des recettes intérieures et de sécuriser les financements extérieurs pour limiter les risques pesant sur la soutenabilité de la dette et la stabilité macroéconomique.

RDC

Coopération RDC-Royaume-Uni : 99,8 % des produits congolais accèdent désormais au marché britannique en franchise de droits

La RDC et le Royaume-Uni ont procédé, le 4 mars 2026 à Kinshasa, au [lancement](#) officiel de leur chambre de commerce bilatérale. Cette nouvelle structure vise à opérationnaliser l'accord de partenariat commercial conclu le 25 novembre 2025, qui permet à 99,8 % des produits originaires de RDC d'accéder au marché britannique sans paiement de droits de douane. Les filières concernées incluent notamment le cacao, le café et les épices, dont la compétitivité se trouve ainsi renforcée sur ce marché de 67 millions de consommateurs. La chambre de commerce prévoit en outre d'organiser des forums d'affaires et des plateformes d'échanges pour faciliter les opportunités d'investissement entre les opérateurs économiques des deux pays. Le Royaume-Uni est le 5e investisseur étranger en RDC et un partenaire clé dans le secteur minier, avec des acteurs majeurs comme Alphamin Resources.

Un risque géopolitique plane sur les engagements d'investissements qatariens en RDC

L'escalade des tensions entre les États-Unis et l'Iran fait peser une incertitude sur les programmes d'investissements des pays du Golfe en Afrique. Selon le [Financial Times](#), des responsables de la région évaluent discrètement

l'impact financier qu'un conflit prolongé pourrait avoir sur leurs engagements à l'étranger. Pour la République Démocratique du Congo, l'enjeu est direct : le Qatar a promis, en septembre 2025, un investissement de 21 Mds USD via le conglomérat privé Al-Mansour Holdings. Cette somme, qui concerne l'agriculture, les mines, les banques et les infrastructures, pourrait être révisée si les dépenses de défense et la volatilité des marchés pétroliers contraignent Doha à redéfinir ses priorités. Parallèlement, le fonds souverain Qatar Investment Authority (QIA) a signé en novembre 2025 un protocole d'accord avec le groupe minier Ivanhoe Mines, avec un investissement de 500 M USD déjà réalisé dans la société canadienne. L'accord prévoit un cadre de collaboration pour l'exploration de minéraux critiques nécessaires à la transition énergétique.

Sao Tomé-et-Principe

São Tomé-et-Príncipe affiche le meilleur taux de décaissement des projets Banque mondiale en Afrique

À l'occasion de la Revue conjointe du portefeuille de projets (CPPR) tenue les 4 et 5 mars à São Tomé, la Banque mondiale a [salué](#) un taux de décaissement record de 43 % en 2025 sur l'archipel, le meilleur de toute la région africaine. Le portefeuille actuel comprend huit projets actifs pour un engagement total supérieur à 187 M USD, couvrant l'énergie, les transports, l'éducation et l'économie numérique. Fort de cette performance, deux nouveaux projets estimés à 150 M USD sont en préparation pour l'exercice fiscal débutant en juillet 2026. Des défis persistent néanmoins sur le plan fiduciaire et opérationnel, le ministre de l'Économie rappelant que chaque retard a un coût réel pour l'économie et la crédibilité du pays.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en)			*Solde Public (en %PIB)			Dettes Publiques (en %PIB)			Solde courant (en % PIB)			Dettes extérieures (en % PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Cameroun	3,5	3,8	4,1	4,5	3,7	3,3	-1,5	-0,8	-1,2	42,8	37,9	36,3	-3,1	-3,4	-3,9	27,0	25,9	24,8
Centrafrique	1,9	3,0	3,3	1,5	4,6	3,3	-5,1	-2,5	0,0	60,7	57,1	52,5	-9,1	-7,1	-4,1	30,9	31,1	28,1
Congo	2,1	2,7	2,8	3,1	3,6	3,2	3,6	3,2	2,2	98,0	93,1	89,9	0,1	-5,9	-7,0	36,3	32,5	29,4
Gabon	3,4	1,9	2,6	1,2	1,4	2,5	-3,8	-5,4	-7,2	72,7	76,2	82,0	4,0	1,8	-0,3	32,2	31,3	29,1
Guinée Equatoriale	0,9	-1,6	0,5	3,4	2,9	2,9	-0,6	-1,3	-2,0	36,4	36,6	38,1	-3,3	-3,0	-3,8	6,8	5,1	5,0
Tchad	3,5	3,3	3,6	5,1	4,0	3,6	-2,1	-1,5	-2,4	32,7	31,5	32,5	1,0	-2,3	-2,9	16,6	17,1	18,7
CEMAC	3,0	2,8	3,3	3,8	3,3	3,2	-1,4	-1,3	-1,9	52,5	49,6	49,4	-1,1	-2,7	-3,5	25,3	24,2	23,2
RDC	6,5	5,3	5,3	17,7	8,8	7,1	-1,5	-2,2	-1,6	22,5	19,1	14,6	-3,9	-3,3	-2,1	14,4	15,5	16,7
Sao Tomé	1,1	2,9	4,7	14,4	9,7	7,0	0,9	1,1	2,3	64,8	51,4	45,4	-1,9	-3,3	-3,6	33,3	29,2	25,6

Source : FMI (octobre 2025), *solde budgétaire global (dons inclus)

Evolution des cours des matières premières

jan-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	62	4	6	9	970	404	629
Variation mensuelle (%)	-1 %	19 %	-6 %	2 %	-7 %	-1 %	-2 %
Variation annuelle (%)	-14 %	80 %	-29 %	35 %	-17 %	9 %	3 %
Variation sur 5 ans	47 %	46 %	138 %	172 %	6 %	-2 %	-1 %
Variation sur 10 ans	45 %	82 %	67 %	177 %	60 %	8 %	-14 %

jan-26	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
	Coton	Caoutchouc naturel	Aluminium	Fer	Cuivre	Or
Référence/mesure	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/tmsu)	(USD/mt)	(USD/once troy)
Valeur	2	2	2819	102	10812	4087
Variation mensuelle (%)	-1 %	1 %	1 %	-1 %	1 %	1 %
Variation annuelle (%)	-8 %	-11 %	9 %	2 %	19 %	54 %
Variation sur 5 ans	-3 %	-12 %	46 %	-18 %	53 %	119 %
Variation sur 10 ans	9 %	64 %	92 %	119 %	125 %	276 %

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
17 mars 2026	Sommet CEMAC - France	Paris (France)
26-29 mars 2026	14 ^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	Yaoundé (Cameroun)
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i> 11 mai : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire & Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France	Nairobi (Kenya)
19 mai 2026	5 ^{ème} édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	<i>Wine Tastin</i> organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Guillaume PREVOST - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).